

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/13068]

20 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant diverses dispositions relatives à l'exécution du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20 ;

Vu le décret de la Communauté française du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, l'article 21, § 3, remplacé par le décret du 22 février 2018, et l'article 23, § 1^{er}, alinéa 3, et § 4, remplacé par le même décret ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 décembre 2017 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juin 2018 ;

Vu le « test genre » du 12 décembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu les avis 62.889/4 et 63.249/4 du Conseil d'Etat, donnés respectivement les 26 février et 26 avril 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre-Président, de la Ministre de la Culture et de l'Enfance, du Ministre de l'Enseignement supérieur, des Médias et de la Recherche scientifique, du Ministre de l'Aide à la jeunesse, du Sport, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances et du Ministre du Budget, de la fonction publique et de la Simplification administrative ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — DISPOSITIFS DE MISE A JOUR DES LISTES DU PERSONNEL ET DE SIMULATION/JUSTIFICATION**Article 1^{er}.** Liste du personnel

Pour effectuer valablement la justification de subvention telle qu'organisée par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, ci-après : le décret, en vertu de l'article 23, § 4, les employeurs déclarent à l'Administration la mise à jour de leur liste du personnel de l'année x – 2, pour le 30 avril au plus tard de l'année x – 1, dans l'application web du cadastre de l'emploi.

Art. 2. Simulation

Pour l'application de l'article 23, § 4, du décret, les employeurs doivent recourir à une simulation du calcul de leur subvention avant de confirmer leur encodage définitif dans l'application web du cadastre de l'emploi. La première simulation doit être demandée au plus tard cinq jours avant la date limite de justification.

TITRE 2. — DÉTERMINATION DU MONTANT ÉLIGIBLE. – ASSIMILATION DE PÉRIODES**Art. 3.** Principe

En application de l'article 21, §§ 2 et 3, du décret, pour une année civile, l'employeur peut justifier un nombre limité de périodes assimilées à l'occupation de l'emploi permanent, pour des périodes non occupées dont les caractéristiques sont consignées dans le tableau I en annexe.

L'employeur n'a recours à cette disposition qu'après que :

- toutes les modalités possibles de remplacements conformes au prescrit du décret ont été préalablement utilisées et justifiées;

- la simulation de calcul de la justification continue à présenter un solde négatif dans ce cas.

Conformément au tableau 1 en annexe :

1^o les périodes assimilées portent sur des cas de suspension ou d'interruption de contrat de travail ;

2^o pour chaque cas, et par contrat, il est fixé :

a) le nombre de semaines maximum justifiables en périodes assimilées ;

b) les critères d'éligibilité du recours au dispositif.

Art. 4. Plafond d'assimilation

Par année civile, les périodes assimilables sont limitées par association en fonction du nombre d'emplois permanents exprimés en équivalents temps plein attribués à l'association en application de la réglementation sectorielle, au 31 décembre de l'année de justification, initialement selon le tableau II en annexe.

Art. 5. Modalités d'application

La justification de périodes assimilées est partie de la justification de la subvention telle qu'elle est organisée par l'article 23 du décret.

Pour chaque période assimilée, l'association tient à la disposition de l'Administration la description des motifs du recours à l'assimilation. Cette description doit permettre à l'Administration de vérifier les éléments d'éligibilité repris au tableau I. La demande de l'Administration intervient au plus tard à la date fixée par l'article 23, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, pour la communication des résultats. Si les conditions d'éligibilité ne sont pas remplies l'Administration peut diminuer le nombre de périodes assimilées, par cas, ou refuser celles-ci.

Pour le calcul de la subvention, ces périodes assimilées sont converties par l'Administration en proportions d'ETP justifiés qui s'additionnent à la totalité des ETP justifiés déjà constatés, sans pouvoir excéder le nombre total d'ETP permanents reconnus à l'association, selon les formules où :

1° le total des ETP permanents calculé pour la subvention éligible est égal au total des régimes de travail calculés à partir des données des déclarations trimestrielles à l'ONSS pour lesdits permanents, augmenté du régime de travail des périodes assimilées ;

2° le régime de travail des périodes assimilées est calculé selon la formule suivante : nombre de semaines des périodes assimilées justifiées par l'employeur divisé par 52.

TITRE 3. — PROCÉDURE DE RECOURS**Art. 6.** Chambre de recours

§ 1^{er}. En application de la procédure de contestation des résultats du contrôle prévue à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 3, du décret, une Chambre de recours est constituée conjointement par l'Administration générale de la Culture et l'Administration générale du Sport.

§ 2. Aux fins de composer la Chambre conformément au § 1^{er}, l'Administration générale de la Culture et l'Administration générale du Sport soumettent pour approbation au Ministre-Président une liste d'agents susceptibles de siéger au sein de la Chambre, pour le 1^{er} septembre 2018. Cette liste comprend au moins un responsable et un agent par service concerné par le décret. Elle comprend également un suppléant pour chaque agent désigné. Elle est renouvelée tous les quatre ans pour le 31 janvier, le premier renouvellement ayant lieu en 2022.

Un agent perdant les conditions pour lesquelles il a été désigné peut être remplacé par un autre agent, sur décision de l'Administrateur général concerné, jusqu'au prochain renouvellement.

§ 3. Pour le traitement de chaque recours, la Direction du support administratif de l'Administration générale de la Culture assure le secrétariat et compose la Chambre, sur base de la liste établie selon les conditions du § 2 :

- d'un agent de la Direction du support administratif qui préside les travaux;
- d'un responsable de service concerné par le décret pour la gestion des subventions d'un autre secteur d'activités que celui dans lequel l'association est agréée;
- d'un troisième agent de l'administration, d'un service concerné par le décret pour la gestion des subventions d'un autre secteur d'activités que celui dans lequel l'association est agréée.

La Chambre de recours peut demander à entendre le service qui gère les subventions relatives au secteur d'activité de l'association.

La Chambre de recours peut s'adjoindre à titre consultatif un ou des experts.

§ 4. L'association est entendue par la Chambre de recours, au lieu, à la date et à l'heure que cette dernière fixe, quand la demande en est exprimée dans le recours introduit. La Chambre de recours peut également demander à entendre l'association aux mêmes conditions ou solliciter auprès d'elle des compléments d'information.

L'association peut se faire accompagner d'un expert.

Art. 7. Modalités de la procédure de recours

§ 1^{er}. A dater de la communication des résultats du contrôle visée à l'article 23, § 1^{er} alinéa 2, du décret, l'association dispose de 15 jours ouvrables – entendus comme l'ensemble des jours calendriers, à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux, ainsi que de la période comprise entre le 20 décembre et le 2 janvier inclus – pour introduire un recours. Celui-ci précise les arguments sur lesquels il se fonde.

Le recours est adressé à la Direction du Support Administratif, selon les modalités définies par celle-ci et jointes à la communication du résultat du contrôle.

§ 2. A la réception du recours, la Direction du support administratif :

- a) adresse à l'association un accusé de réception, dans les cinq jours ouvrables;
- b) transmet copie du recours au service qui gère le dossier de subvention de l'association pour le secteur d'activité concerné, dans les mêmes délais.

§ 3. Le service visé au § 2, b), vérifie les données transmises dans le dossier justificatif et dans le recours. Il communique le résultat de son nouveau contrôle et la décision de maintenir ou non la décision précédente à l'association et à la Direction du support administratif, dans un délai de 15 jours ouvrables. A défaut de décision dans ce délai, le dossier est transmis à la Chambre de recours pour examen.

§ 4. Si l'association conteste le résultat du nouveau contrôle visé au § 3, elle en avise la Direction du support administratif dans les cinq jours ouvrables de la notification.

Dans ce cas, la Direction du support administratif convoque la Chambre de recours qui dispose d'un délai de 45 jours ouvrables pour statuer et notifier sa décision. Jusqu'à sa conclusion, la procédure de recours est suspensive de la récupération d'un trop-perçu de subvention.

TITRE 4. — CHARGES ADMISSIBLES

Art. 8. Cofinancements

Dans le cas d'un travailleur disposant d'un seul contrat auprès de l'employeur, justifié pour partie comme permanent tel que défini à l'article 9, 1^o, du décret, et, pour partie, sur une subvention "Maribel" telle qu'organisée par l'arrêté royal portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand du 18 Juillet 2002, la totalité de la subvention supplémentaire tel que définie à l'article 18 du décret, est due.

Art. 9. Personnel temporaire engagé en application de régimes de sécurité sociale dérogatoires

En application de l'article 20, § 1^{er}, 11^o, du décret :

1^o pour la justification de la subvention, les employeurs peuvent valoriser les charges admissibles résultant de l'engagement d'étudiants. La durée de la prestation est renseignée pour une année ;

2^o pour la justification de la subvention, les employeurs peuvent valoriser les charges admissibles résultant de l'engagement de l'emploi tel que visé à l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs dit "article 17". La durée de la prestation est renseignée pour une année ;

3^o pour la justification de la subvention, les employeurs peuvent valoriser les charges admissibles résultant de l'engagement de stagiaires rémunérés, conformément à l'application de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et de la Commission communautaire française. La durée de la prestation est renseignée pour une année.

Art. 10. Personnel émargeant à un groupement

Pour l'application de l'article 11 du décret, l'association communique, au plus tard pour le 1^{er} mars de l'année X - 1, à l'Administration et sous les formes établies par celle-ci, les coordonnées du groupement auquel elle a recours durant l'année X - 2, dans le cas où de l'emploi répondant aux conditions 1^o, 2^o et 3^o dudit article est justifiable. Elle avertit l'administration sans délai de la cessation de la collaboration avec le groupement.

Art. 11. Le Ministre ayant dans la Culture dans ses attributions est chargé, en concertation avec les différents Ministres concernés, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juin 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, des Médias et de la Recherche scientifique,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, du Sport, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

Le Ministre du Budget, de la fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

ANNEXE : TABLEAUX RELATIFS AUX ASSIMILATIONS DE PÉRIODES, POUR LES ANNÉES 2018 ET 2019, ÉTABLIS POUR L'APPLICATION DES ARTICLES 4 ET 5 DE L'ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DU DÉCRET DU 24 OCTOBRE 2008 DÉTERMINANT LES CONDITIONS DE SUBVENTIONNEMENT DE L'EMPLOI DANS LES SECTEURS SOCIOCULTURELS DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Tableau I

TABLEAU I		
Type de cas	Droit de tirage	Critères d'éligibilité (Justifications à tenir à disposition de l'administration sur sa requête)
congé de maternité;	5 semaines par permanent ETP maximum	<ul style="list-style-type: none"> • Impossibilité de commencement du contrat de remplacement dès le début du congé de maternité ou raison fonctionnelle justifiant le report • Impossibilité de confier le poste à un travailleur répondant aux conditions et déjà sous contrat dans l'association
congé parental;	5 semaines par permanent ETP maximum	<ul style="list-style-type: none"> • Impossibilité de commencement du contrat de remplacement dès le début du congé parental ou raison fonctionnelle justifiant le report • Impossibilité de confier le poste à un travailleur répondant aux conditions et déjà sous contrat dans l'association
vacance d'un poste permanent suite à une fin de contrat	5 semaines par permanent maximum	<ul style="list-style-type: none"> • Impossibilité de commencement du contrat dès la date de fin du précédent • Amorçe d'une procédure de remplacement du poste de permanent dans le courant de la période assimilée • Impossibilité de confier le poste à un travailleur répondant aux conditions et déjà sous contrat dans l'association

congé de maladie de longue durée, excédant la période de salaire garanti	5 semaines par ETP permanent maximum	<ul style="list-style-type: none"> • Impossibilité de commencement du contrat de remplacement dès le début du congé de maladie de longue durée • Impossibilité de confier le poste à un travailleur répondant aux conditions et déjà sous contrat dans l'association • Disposer des attestations
crédit-temps	5 semaines dans la première année ou pour une année non consécutive par ETP permanent	<ul style="list-style-type: none"> • Eléments d'information administratifs sur l'autorisation du crédit-temps

TABLEAU II

Permanent ETP	Total semaines
0.5	8
1	16
1.5	20
2	24
2.5	28
3	32
4	34
5 et +	36

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant diverses dispositions relatives à l'exécution du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

Bruxelles, le 20 juin 2018.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, des Médias et de la Recherche scientifique,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, du Sport, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,

I. SIMONIS

Le Ministre du Budget, de la fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/13068]

20 JUNI 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende diverse bepalingen betreffende de uitvoering van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20 ;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, artikel 21, § 3, vervangen bij het decreet van 22 februari 2018, en artikel 23, § 1, derde lid, en § 4, vervangen bij hetzelfde decreet ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 december 2017 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 juni 2018 ;

Gelet op de « gendertest » van 12 december 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op de adviezen 62.889/4 en 63.249/4 van de Raad van State, respectievelijk gegeven op 26 februari en 26 april 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister-President, van de Minister van Cultuur en Kind, van de Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek, van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Sport, Justitiehuisen en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen en van de Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging ;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL 1. — MECHANISMEN BETREFFENDE DE BIJWERKING
VAN DE LIJSTEN VAN HET PERSONEEL EN SIMULATIE/VERANTWOORDING**

Artikel 1. Lijst van het personeel

Om de verantwoording van de subsidie geldig uit te voeren, zoals georganiseerd door het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, hierna het decreet genoemd, verklaren de werkgevers overeenkomstig artikel 23 § 4 aan de Administratie de bijwerking van hun personeelslijst van het jaar $x - 2$, voor uiterlijk 30 april van het jaar $x - 1$, in de webtoepassing van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling.

Art. 2. Simulatie

Voor de toepassing van artikel 23, § 4, van het decreet moeten de werkgevers gebruik maken van een simulatie van de berekening van hun subsidie alvorens hun definitieve codering te bevestigen in de webtoepassing van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling. De eerste simulatie moet ten laatste vijf dagen voor de uiterste datum van de verantwoording ingediend worden.

**TITEL 2. — VASTSTELLING VAN HET IN AANMERKING KOMENDE BEDRAG
GELIJKSTELLING VAN PERIODES**

Art. 3. Principe

Overeenkomstig artikel 21, §§ 2 en 3, van het decreet, voor een kalenderjaar, kan de werkgever een beperkt aantal periodes verantwoordelijk die gelijkgesteld zijn met de bezetting van een permanente betrekking, voor de periodes die niet bezet worden waarvan de kenmerken in de bijgevoegde tabel I opgenomen worden.

De werkgever kan van deze bepaling slechts gebruik maken nadat :

- alle mogelijke nadere regels voor de vervangingen die overeenstemmen met het in het decreet bepaalde op voorhand gebruikt en verantwoord werden;

- de simulatie van de berekening van de verantwoording een negatief saldo in dit geval blijft weer te geven.

Overeenkomstig de bijgevoegde tabel 1 :

1° hebben de gelijkgestelde periodes betrekking op de gevallen van schorsing of onderbreking van de arbeidsovereenkomst ;

2° voor elk geval, en per overeenkomst, wordt het volgende vastgesteld :

a) het aantal maximale weken die verantwoord kunnen worden in gelijkgestelde periodes ;

b) de criteria om in aanmerking te komen voor het beroep op een mechanisme.

Art. 4. Maximale gelijkstelling

Per kalenderjaar worden de gelijkgestelde periodes beperkt per vereniging in functie van het aantal permanente betrekkingen uitgedrukt in voltijdse equivalenten toegewezen aan de vereniging met toepassing van de sectoriële regelgeving, op 31 december van het verantwoordingsjaar, oorspronkelijk volgens de bijgevoegde tabel II.

Art. 5. Nadere regels voor de toepassing

De verantwoording van de gelijkgestelde periodes gaat uit van de verantwoording van de subsidie, zoals georganiseerd in artikel 23 van het decreet.

Voor elke gelijkgestelde periode houdt de vereniging ter beschikking van de Administratie de beschrijving van de redenen van het beroep op de gelijkstelling. Met deze beschrijving moet de Administratie de elementen voor de inaanmerkingneming opgenomen in tabel I kunnen nakijken. De aanvraag van de Administratie moet ten laatste op de datum vastgesteld in artikel 23, §§ 1, tweede lid, van het decreet ingediend worden voor de mededeling van de resultaten. Indien de voorwaarden voor de inaanmerkingneming niet vervuld worden, kan de Administratie het aantal gelijkgestelde periodes per geval verminderen of ze weigeren.

Voor de berekening van de subsidie worden deze gelijkgestelde periodes door de Administratie omgezet naar rata van gelijkgestelde voltijdse equivalenten die toegevoegd worden aan het geheel van de gelijkgestelde voltijdse equivalenten die al vastgesteld worden, zonder het totaal aantal permanente voltijdse equivalenten die erkend worden aan de vereniging te kunnen overschrijden, volgens de formules waar :

1° het totaal van de permanente voltijdse equivalenten dat berekend wordt voor de in aanmerking komende subsidie gelijk is aan het totaal van de arbeidsstelsels berekend uit de data van driejaarlijkse verklaringen aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid de bovenvermelde permanente equivalenten, vermeerderd met het arbeidsstelsel van de gelijkgestelde periodes ;

2° het arbeidsstelsel van de gelijkgestelde periodes berekend wordt volgens de volgende formule : aantal weken van gelijkgestelde periodes verantwoord door de werkgever verdeeld door 52.

TITEL 3. — BEROEPSPROCEDURE

Art. 6. Raad van beroep

§ 1. Overeenkomstig de procedure voor de betwisting van de controleresultaten bedoeld in artikel 23, § 1, derde lid, van het decreet, wordt een Raad van beroep gezamenlijk samengesteld door het Algemeen Bestuur Cultuur en het Algemeen Bestuur Sport.

§ 2. Voor de samenstelling van de Raad overeenkomstig § 1 leggen het Algemeen Bestuur Cultuur en het Algemeen Bestuur Sport voor 1 september 2018 een lijst van de personeelsleden die binnen de Raad mogen zetelen, ter goedkeuring aan de Minister-President voor. Deze lijst bevat ten minste een verantwoordelijke en een personeelslid per dienst het decreet van toepassing is. Ze bevat ook een plaatsvervanger voor elk aangestelde personeelslid. Ze wordt om de vier jaar voor 31 januari hernieuwd, de eerste hernieuwing zal in 2022 plaatsvinden.

Een personeelslid dat de voorwaarden verliest waarvoor hij aangesteld werd, kan vervangen worden door een ander personeelslid, op beslissing van de betrokken Administrateur-generaal tot de volgende hernieuwing.

§ 3. Voor de behandeling van elk beroep neemt de Directie voor de administratieve ondersteuning van het Algemeen Bestuur Cultuur het secretariaat waar en stelt de Raad samen, op basis van de lijst bepaald volgende de voorwaarden van § 2 :

- een personeelslid van de Directie van de administratieve ondersteuning die de werkzaamheden voorzigt;
- een verantwoordelijke van de dienst waarop het decreet van toepassing is voor het beheer van de subsidies van een andere activiteitensector dan deze waarin de vereniging erkend wordt;
- een derde personeelslid van de administratie, van een dienst waarop bij het decreet van toepassing is voor het beheer van de subsidies van een andere activiteitensector dan deze waarin de vereniging erkend wordt.

De Raad van beroep kan vragen om de dienst te horen die de subsidies betreffende de activiteitensector van de vereniging beheert.

De Raad van beroep kan op adviserende basis één of meer deskundigen erbij nemen.

§ 4. De vereniging wordt door de Raad van beroep gehoord op de plaats, datum en uur die ze vaststelt wanneer het erom gevraagd is in het ingediende beroep. De Raad van beroep kan vragen om de vereniging te horen onder dezelfde voorwaarden of bij haar aanvullende informatie te bekomen.

De vereniging kan vergezeld worden van een deskundige.

Art. 7. Nadere regels voor de beroepsprocedure

§ 1. Vanaf de mededeling van de controleresultaten bedoeld in artikel 23, § 1, tweede lid, van het decreet, beschikt de vereniging over 15 werkdagen – met andere woorden het geheel van de kalenderdagen, met uitzondering van de zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen, alsook de periode tussen 20 december en 2 januari inbegrepen – om een beroep in te dienen. Dit bepaalt de argumenten waarop het zich baseert.

Het beroep wordt ingediend bij de Directie van de Administratieve ondersteuning, volgens de nadere regels bepaald door haar en gevoegd bij de mededeling van het controleresultaat.

§ 2. Bij ontvangst van het beroep :

a) stuurt de Directie van de Administratieve ondersteuning een ontvangstbewijs binnen de vijf werkdagen aan de vereniging;

b) bezorgt de Directie van de Administratieve ondersteuning een afschrift van het beroep aan de dienst die het dossier van de subsidie beheert van de vereniging voor de betrokken activiteitensector binnen dezelfde termijnen.

§ 3. De dienst bedoeld in § 2, b), kijkt de gegevens na die bezorgd worden in het bewijsdossier en in het beroep. Hij deelt het resultaat van zijn nieuwe controle mee, alsook de beslissing om de vorige beslissing al dan niet te behouden, aan de vereniging en aan de Directie voor de administratieve ondersteuning binnen een termijn van 15 werkdagen. Bij gebrek aan een beslissing binnen deze termijn wordt het dossier aan de Raad van beroep voor onderzoek voorgelegd.

§ 4. Indien de vereniging het resultaat van de nieuwe controle bedoeld in § 3 betwist, verwittigt ze de Directie voor de administratieve ondersteuning binnen de vijf werkdagen na de bekendmaking.

In dit geval roept de Directie voor de administratieve ondersteuning de Raad van beroep bijeen die over een termijn van 45 werkdagen beschikt om een beslissing te nemen en om de beslissing mee te delen. In afwachting dat die beslissing wordt genomen, schorst de beroepsprocedure de terugvordering van het niet-verschuldigde bedrag van de subsidie.

TITEL 4. — IN AANMERKING KOMENDE LASTEN

Art. 8. Cofinanciering

Ingeval van een werknemer die over één enkele overeenkomst bij de werkgever beschikt die gedeeltelijk als permanent beschouwd wordt, zoals bepaald in artikel 9, 1°, van het decreet, en gedeeltelijk op een "Maribel" subsidie, zoals georganiseerd bij het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, is het geheel van de bijkomende subsidie zoals bepaald in artikel 18 van het decreet verschuldigd.

Art. 9. Tijdelijk personeel aangeworven met toepassing van de afwijkende stelsels van sociale zekerheid.

Met toepassing van artikel 20, § 1, 11°, van het decreet :

1° voor de verantwoording van de subsidie, kunnen de werkgevers de in aanmerking komende lasten, voortvloeiend uit de aanwerving van studenten, laten gelden. De duur van de prestatie wordt voor één jaar bepaald;

2° voor de verantwoording van de subsidie, kunnen de werkgevers de in aanmerking komende lasten, voortvloeiend uit de aanwerving van de persoon bedoeld in het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, "artikel 17" genoemd. De duur van de prestatie wordt voor één jaar bepaald;

3° voor de verantwoording van de subsidie, kunnen de werkgevers de in aanmerking komende lasten, voortvloeiend uit de aanwerving van bezoldigde stagiairs, laten gelden, overeenkomstig de toepassing van het kaderakkoord tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. De duur van een prestatie wordt voor een jaar bepaald.

Art. 10. Personeel ressorterend onder een groep

Voor de toepassing van artikel 11 van het decreet, bezorgt de vereniging, uiterlijk op 1 maart van het jaar X-1, aan de administratie en in de door deze vastgestelde vorm, de gegevens van de groep waarop ze een beroep doet gedurende het jaar X-2, mee, wanneer de betrekking die beantwoordt aan de voorwaarden 1°, 2° en 3° van dat artikel kan worden verantwoord. Ze verwittigt de administratie zonder verwijl over de stopzetting van de medewerking met die groep.

Art. 11. De Minister bevoegd voor Cultuur wordt, in overleg met de verschillende betrokken Ministers, belast met de uitvoering van dit besluit

Brussel, 20 juni 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/13346]

11 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des Services d'inspection pour l'année scolaire 2018-2019

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, tel qu'inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, notamment l'article 1^{er}, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 17 juillet 2015;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 avril 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mai 2018;

Vu le protocole de négociation du 17 mai 2018 du Comité de négociation – secteur IX Enseignement, du Comité des services publics locaux et provinciaux – section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné, réunis conjointement;

Vu le protocole de négociation du 17 mai 2018 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n° 63.605/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le « test genre » du 28 mars 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;